

# Un tournant social, politique et culturel, la France de 1974 à 1988

► Quelles mutations politiques, sociales et culturelles connaît la France entre 1974 et 1988 ?

» L'année 1981 est un tournant majeur, puisqu'elle voit la gauche arriver au pouvoir pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République.

» Mais l'alternance politique ne doit pas masquer la cohérence de cette période : elle se caractérise par de nombreuses réformes sociales et culturelles, répondant au désir de changement qui s'est exprimé dans la crise de mai 1968. Dès l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, l'État cherche à satisfaire les revendications des femmes et des jeunes.

» Au cours des décennies 1970 et 1980, la France s'ouvre au changement et les débats de société, facilités par la libéralisation des médias, se multiplient, sur la liberté sexuelle notamment ou l'intégration des immigrés.

## Le combat des femmes

Après mai 1968, les revendications féministes rencontrent un écho croissant en France, dans une société plus ouverte. Les femmes réclament la liberté de disposer de leur corps, ce qui passe par la contraception et la légalisation de l'avortement. Cette manifestation a lieu à Paris le jour de l'ouverture de la campagne pour l'élection présidentielle. Le vainqueur, Valéry Giscard d'Estaing, fait ensuite voter la loi Veil relative à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Manifestation pour les droits des femmes à Paris, 19 avril 1974.



Textes dys

TOUS LES TEXTES EN VERSION DYS  
[lyceen.nathan.fr/lequintrecterm-2020](http://lyceen.nathan.fr/lequintrecterm-2020)



## REPÈRES

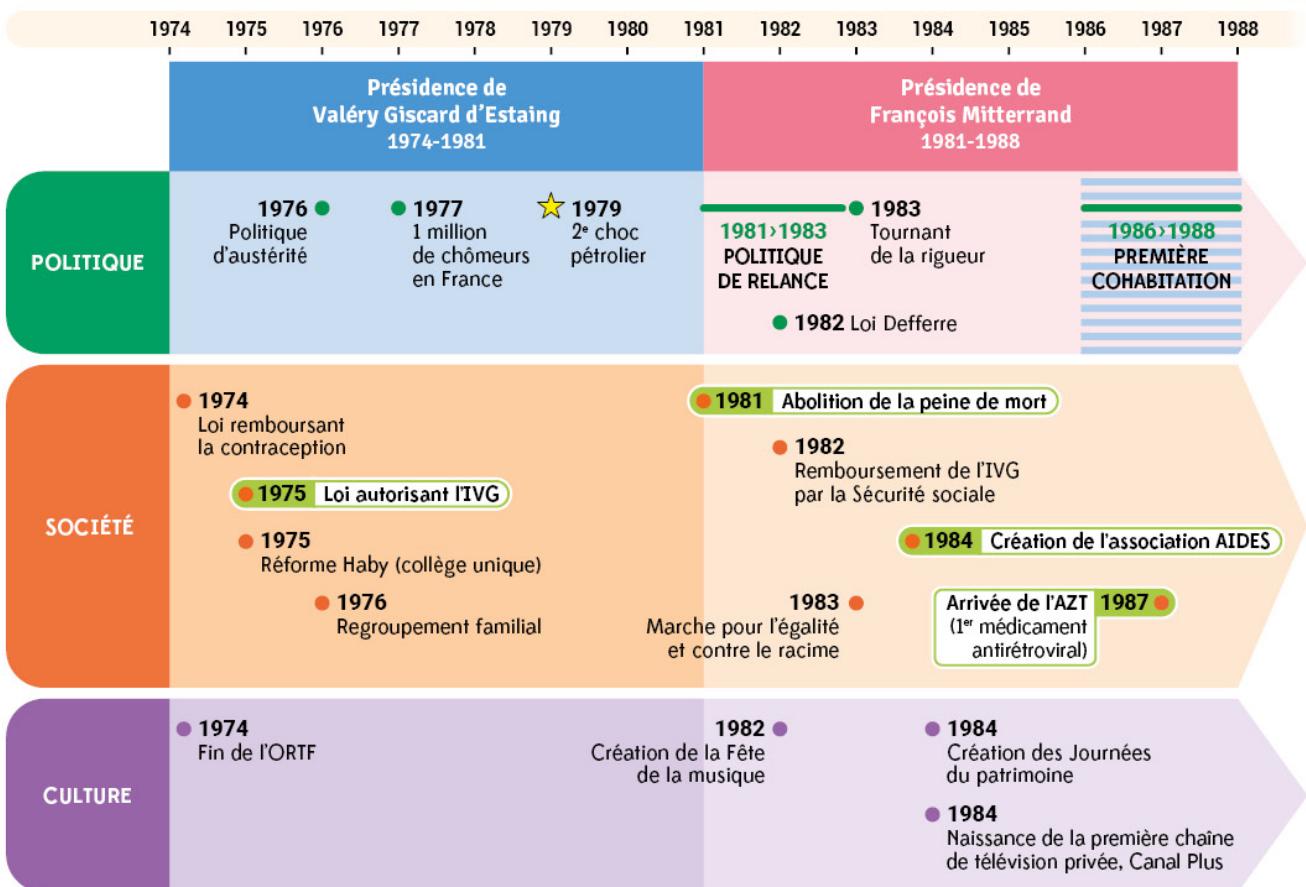
# Un tournant social, politique et culturel en France

### Dans le chapitre 6

Vous avez vu que, de 1945 à 1974, les dirigeants de la France sont surtout absorbés par la décolonisation et la politique extérieure. Malgré les grandes réformes de la Libération et la croissance économique des Trente Glorieuses, la société française reste encore très traditionnelle. Le désir de changement s'affirme avec la révolte des jeunes en mai 1968.

### Dans ce chapitre

Nous allons voir que la France connaît, pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, l'alternance politique en 1981, avec l'arrivée au pouvoir de la gauche, menée par François Mitterrand. Mais qu'elle vit aussi de profonds changements de société, initiés dès 1974 par les réformes de Valéry Giscard d'Estaing.



### Points de passage



#### 1975 : la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse

Réclamée par les féministes et défendue par Simone Veil, c'est une avancée majeure des droits des femmes.



#### 1981 : l'abolition de la peine de mort

François Mitterrand et Robert Badinter la font voter par l'Assemblée, malgré une opinion française encore majoritairement hostile.

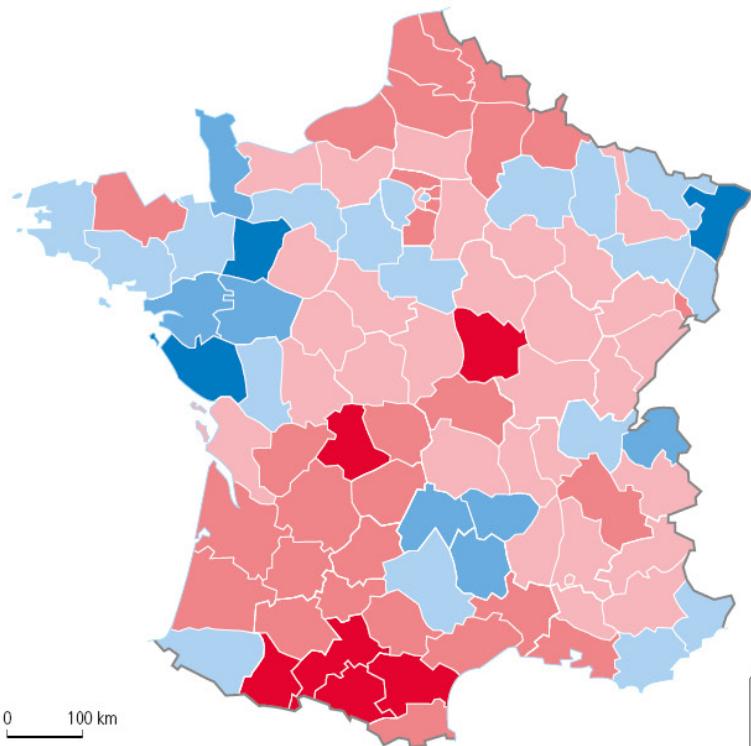


#### L'épidémie du SIDA en France : recherche, prévention et luttes politiques

Contre elle, une mobilisation inédite rassemble les médecins, l'État et les associations.

## 1 1981, l'alternance politique

 Carte interactive



Second tour  
de l'élection présidentielle de 1981  
(% des voix obtenues)

François Mitterrand

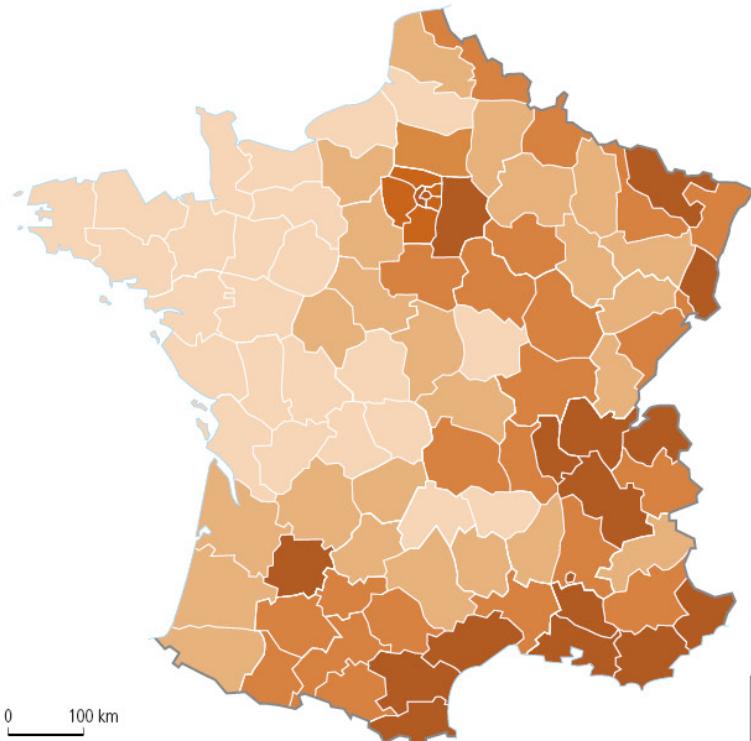
- plus de 60 %
- de 55 % à 60 %
- de 50 % à 55 %

Valéry Giscard d'Estaing

- plus de 60 %
- de 55 % à 60 %
- de 50 % à 55 %

## 2 Les étrangers en France à la fin des années 1980

 Carte interactive



Part de la population  
d'origine étrangère  
dans la population totale  
(en %)\*

- de 11 % à 24,2 %
- de 7,9 % à 11 %
- de 4,5 % à 7,9 %
- de 1 % à 4,5 %

\*Ce taux prend en compte les personnes de nationalité étrangère ou française par acquisition.

Source : INSEE, 1996.

- Repères p. 236
- Point de passage p. 240
- Biographies p. 342

 Podcast du cours

## REPÈRES

### Le style « Giscard »

Désireux de se rapprocher des Français, Valéry Giscard d'Estaing est en 1974, à 48 ans, le plus jeune président de la Ve République (jusqu'à l'élection d'Emmanuel Macron en 2017). Il adopte un style qu'il veut « moderne » et « décontracté », délaissant parfois la cravate pour le col roulé et jouant de l'accordéon. Il invite les éboueurs à prendre le petit déjeuner à l'Élysée et vient dîner dans des familles de « Français moyens ».



Valéry Giscard d'Estaing chez les Français

## Vocabulaire

◆ **Cohabitation** : situation politique dans laquelle le président de la République n'est pas de la même tendance politique que le Premier ministre issu de la majorité parlementaire.

◆ **Domaine réservé** : lecture de la Constitution de 1958 selon laquelle la politique étrangère et la défense relèvent du président de la République. Cette pratique du pouvoir imposée par de Gaulle à ses Premiers ministres a été renforcée par la cohabitation.

◆ **Politique d'austérité** (ou de rigueur) : politique économique qui cherche à équilibrer le budget et à limiter l'inflation en bloquant les salaires et en augmentant les impôts.

# 1. Le renouvellement de la vie politique (1974-1988)

La période 1974-1988 est un tournant politique pour la France, d'abord avec l'élection d'un président non gaulliste, Valéry Giscard d'Estaing, en 1974, puis avec celle d'un socialiste, François Mitterrand, qui porte la gauche au pouvoir en 1981.

## A Les années Giscard, entre modernisation et crise (1974-1981)

● **Le président du renouveau.** Candidat du centre-droit élu en mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing représente le changement : il est le premier président non gaulliste de la Ve République. Il choisit son Premier ministre Jacques Chirac parmi les rangs de l'**UDR** pour unir la droite. Parce qu'il veut faire de la France une « société libérale avancée », il lance de nombreuses réformes : abaissement de la majorité électorale de 21 à 18 ans, loi sur le divorce par consentement mutuel, loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse. En s'appuyant sur la télévision, il souhaite donner l'image d'un président dynamique et proche des Français, en s'invitant par exemple à dîner chez eux.

POINT DE PASSAGE 1975 : la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse ➤ p. 244

● **Les débuts de la crise.** Mais l'économie française entre en crise après le choc pétrolier de 1973 ; le nombre de chômeurs passe de 400 000 en 1974 à 1 million en 1977. Jacques Chirac démissionne en 1976, parce qu'il est en désaccord avec la politique pro-européenne de Giscard. La majorité présidentielle se divise entre le **RPR** et l'**UDF**. Le nouveau Premier ministre, Raymond Barre, ancien professeur d'économie, se rend impopulaire par sa **politique d'austérité**. Giscard conserve de justesse une majorité aux législatives de 1978, mais il ne parvient pas à se faire réélire en 1981.

## B La gauche au pouvoir (1981-1986)

● **L'alternance politique.** Ayant réussi l'union de la gauche entre les communistes, les socialistes et les radicaux de gauche, François Mitterrand est élu en mai 1981 premier président socialiste de la Ve République. Pour la première fois depuis 1947, le gouvernement, formé par Pierre Mauroy, comprend quatre ministres communistes. Pour soutenir le pouvoir d'achat, le gouvernement augmente le SMIC, les allocations familiales, le minimum vieillesse. Le sort des travailleurs s'améliore avec l'abaissement de la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés et la semaine de 39 heures au lieu de 40 heures. En 1982, une vague de nationalisations d'entreprises et de banques permet à l'État d'investir dans l'économie. D'autres réformes importantes sont mises en œuvre, comme l'abolition de la peine de mort (1981) et la décentralisation (lois Defferre de 1982-1983).

POINT DE PASSAGE 1981 : l'abolition de la peine de mort ➤ p. 240

● **Le tournant de la rigueur en 1983.** Mais la **politique de relance** ne permet pas de sortir de la crise : le nombre de chômeurs passe la barre de 2 millions, l'inflation s'accélère et la balance commerciale est déficitaire. En 1983, Jacques

Delors, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, annonce une « politique de rigueur ». Tenu par des engagements européens de lutte contre les déficits, F. Mitterrand augmente les impôts et réduit les dépenses publiques avec le soutien de son nouveau Premier ministre, Laurent Fabius, nommé en 1984. Ce retour à une politique d'austérité provoque le départ des ministres communistes. L'inflation diminue, mais la gauche au pouvoir perd le soutien d'une partie de son électorat.

## C La première cohabitation (1986-1988)

- Le retour de la droite au pouvoir.** Le mécontentement des Français explique la défaite de la gauche aux législatives de 1986. Elles ont lieu à la représentation proportionnelle, ce qui permet l'élection de 35 députés du Front national. Pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, le président doit nommer un Premier ministre issu de l'opposition et la dualité de l'exécutif devient problématique. Jacques Chirac, président du RPR, forme un gouvernement : c'est la **cohabitation**. Avec son ministre de l'Économie et des Finances, Édouard Balladur, il privatisé de nombreuses entreprises publiques pour renflouer les caisses de l'État. Dans la lignée des politiques de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis, sa politique de libéralisme économique se caractérise aussi par la fin de l'impôt sur les grandes fortunes et la suppression de l'autorisation administrative préalable aux licenciements économiques : désormais, le motif économique d'un licenciement ne sera plus contrôlé par l'inspection du travail.
- Quel rôle pour le président ?** Ne pouvant s'opposer aux réformes de la droite, le président de la République se replie sur son **domaine réservé**. Cependant, il préside toujours le Conseil des ministres, il signe les décrets et les ordonnances et peut donc les refuser. Il prend régulièrement et publiquement position dans les médias contre son Premier ministre. À la veille de l'élection présidentielle de 1988, il a tout loisir d'imputer les difficultés des Français à la politique du gouvernement de J. Chirac. François Mitterrand est réélu pour un second septennat avec 54 % des voix.

### Alternance politique et cohabitation (1974-1988)

● De droite ● De gauche

Président de la République*				
*Mandat du président (avant 2000) : 7 ans				
 Valéry Giscard d'Estaing 1974-1981		 François Mitterrand 1981-1988		
Premier ministre				
Jacques Chirac 1974-1976	Raymond Barre 1976-1981	Pierre Mauroy 1981-1984	Laurent Fabius 1984-1986	Jacques Chirac 1986-1988
La majorité parlementaire*				
* Mandat des députés : 5 ans				
1978	1981 <i>Dissolution en 1981</i>	1986		

## REPÈRES

### La proportionnelle en 1986

La proportionnelle était une promesse de campagne de F. Mitterrand, ce mode de scrutin permettant une représentation plus juste de l'électorat. Sur le plan tactique, elle avait l'avantage de réduire le score de la droite en faisant élire des députés du Front national. Sous la V<sup>e</sup> République, les seules élections législatives à la proportionnelle sont celles du 16 mars 1986. J. Chirac rétablit le scrutin uninominal majoritaire dès 1986.

## Vocabulaire

◆ **Politique de relance** : politique économique qui cherche à relancer l'activité économique en augmentant le pouvoir d'achat (salaires, prestations sociales) et les dépenses de l'État.

◆ **RPR (Rassemblement pour la République)** : parti créé par J. Chirac en 1976 pour remplacer l'UDR et redynamiser la droite gaulliste.

◆ **UDF (Union pour la démocratie française)** : parti créé en 1978 pour soutenir le président Valéry Giscard d'Estaing ; il rassemble le centre-droit libéral et pro-européen.

◆ **UDR (Union des démocrates pour la défense de la république)** : nom du parti gaulliste de 1968 à 1976.

## Réviser son cours

1. En quoi le septennat de Valéry Giscard d'Estaing marque-t-il un changement dans la V<sup>e</sup> République ?
2. Quel est le bilan de l'alternance politique entre 1981 et 1986 ?
3. En quoi consiste la cohabitation ?



## POINT DE PASSAGE

► Cours p. 238 ► Biographies p. 342

### CONTEXTE

● Dans les années 1970, l'opinion française est favorable à la peine de mort. Pourtant, l'une des promesses électorales du candidat socialiste François Mitterrand est d'y mettre fin. Élu en 1981, il nomme garde des Sceaux Robert Badinter, un avocat connu pour son opposition farouche à la peine de mort. Le 17 septembre 1981, celui-ci monte à la tribune de l'Assemblée nationale pour un discours devenu célèbre.



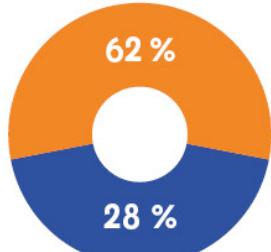
Vidéo

L'abolition de la peine de mort

1792	● Première utilisation de la guillotine pour un condamné à mort en France.
1939	● Interdiction des exécutions publiques.
10 sept. 1977	● Dernière exécution capitale en France dans la prison des Baumettes à Marseille.
18 sept. 1981	● Abolition de la peine de mort en France, votée par 363 députés contre 117. La loi est promulguée le 9 octobre 1981.

### « Pour ou contre la peine de mort ? »

- Français favorables à la peine de mort
- Français opposés à la peine de mort



Source : sondage SOFRES paru dans *Le Figaro*, 17 sept. 1981.

# 1981 : l'abolition de la peine de mort

## Comment la peine de mort a-t-elle été abolie en France ?

### 1 Le choix politique de l'abolition

Les grands discours



Le choix qui s'offre à vos consciences est donc clair : ou notre société refuse une justice qui tue et accepte d'assumer, au nom de ses valeurs fondamentales – celles qui l'ont faite grande et respectée entre toutes – la vie de ceux qui font horreur, déments ou criminels ou les deux à la fois, et c'est le choix de l'abolition ; ou cette société croit, en dépit de l'expérience des siècles, faire disparaître le crime avec le criminel, et c'est l'élimination.

Cette justice d'élimination, cette justice d'angoisse et de mort, décidée avec sa marge de hasard, nous la refusons. Nous la refusons parce qu'elle est pour nous l'anti-justice, parce qu'elle est la passion et la peur triomphant de la raison et de l'humanité. [...]

Parce que l'abolition est un choix moral, il faut se prononcer en toute clarté. Le gouvernement vous demande donc de voter l'abolition de la peine de mort sans l'assortir d'aucune restriction ni d'aucune réserve. Sans doute, des amendements seront déposés tendant à limiter le champ de l'abolition et à en exclure diverses catégories de crimes. Je comprends l'inspiration de ces amendements, mais le Gouvernement vous demandera de les rejeter. D'abord parce que la formule « abolir hors les crimes odieux » ne recouvre en réalité qu'une déclaration en faveur de la peine de mort. Dans la réalité judiciaire, personne n'encourt la peine de mort hors des crimes odieux. Mieux vaut donc, dans ce cas-là, éviter les commodités de style et se déclarer partisan de la peine de mort. [...]

Demain, grâce à vous la justice française ne sera plus une justice qui tue. Demain, grâce à vous, il n'y aura plus, pour notre honte commune, d'exécutions furtives, à l'aube, sous le dais noir<sup>1</sup>, dans les prisons françaises. Demain, les pages sanglantes de notre justice seront tournées. À cet instant plus qu'à aucun autre, j'ai le sentiment d'assumer mon ministère, au sens ancien, au sens noble, le plus noble qui soit, c'est-à-dire au sens de « service ». Demain, vous voterez l'abolition de la peine de mort. Légitiateurs français, de tout mon cœur, je vous en remercie.

Discours de Robert Badinter, ministre de la Justice et garde des Sceaux à l'Assemblée nationale, 17 septembre 1981.

<sup>1</sup> Tissu noir placé au-dessus de la guillotine depuis 1949 dans les prisons pour cacher la vue de l'exécution.

### REPÈRES

#### L'affaire Patrick Henry, le procès de la peine de mort

Arrêté en janvier 1976 pour avoir enlevé, puis tué un garçon de 7 ans, Patrick Henry est jugé par la cour d'assises de Troyes en janvier 1977. Il est condamné à la détention perpétuelle, l'un de ses avocats, Robert Badinter, ayant convaincu une partie des jurés de refuser la peine de mort. Ce procès très médiatisé a relancé le débat sur cette sentence en France, à tous les niveaux de la société, jusque dans la chanson. En 1976, Michel Sardou (favorable à la peine de mort pour les assassins d'enfants) chante *Je suis pour*. Julien Clerc répond en chanson en 1978 avec la chanson *L'assassin assassiné*.

## 2 L'engagement des artistes

Julien Clerc répond à son confrère Michel Sardou dans cette chanson.



Julien Clerc interprète  
L'assassin assassiné en 1979

Le matin même, à la Santé  
Un homme... un homme avait été  
Exécuté... [...] Et j'ai pensé à ce salaud  
Au sang lavé sur le pavé  
Par ses bourreaux  
Je ne suis président de rien  
Moi je ne suis qu'un musicien  
Je le sais bien...  
Et je ne prends pas de pose  
Pour dire seulement cette chose  
Messieurs les assassins commencent  
Oui, mais la Société recommence  
Le sang d'un condamné à mort  
C'est du sang d'homme, c'en est encore  
C'en est encore...  
[...]  
Si je demande qu'on me permette  
À la place d'une chanson  
D'amour peut-être  
De vous chanter un silence  
C'est que ce souvenir me hante  
Lorsque le couteau est tombé  
Le crime a changé de côté  
Ci-gît ce soir dans ma mémoire  
Un assassin assassiné  
Assassiné...

Extraits de *L'assassin assassiné* (paroles de Jean-Loup Dabadie écrites en 1978, interprétée par Julien Clerc en 1979).

1. Prison de Paris.

JEUDI 17 SEPTEMBRE 1981 — N° 107,3F50 BELGIQUE 14 F • Suisse 120 F • PORTUGAL 40 Esc • PAYS-BAS 1,5 FL • ITALIE 900 • ESPAGNE 300 Pt • CANADA 1,25 Dollars • TUNISIE 5000

# Libération

## L'abolition devant le parlement PEINE DE MORT POUR LA GUILLOTINE

C'est à 15 heures aujourd'hui que s'ouvre le débat sur le projet de loi présenté par Robert Badinter visant à l'abolition pure et simple de la peine de mort. 190 ans après le premier débat de l'Assemblée nationale constituante sur l'abolition de cette survivance de la loi du talion, l'invention du docteur Guillotin est, cette fois, promise à la trappe. Même les députés de l'opposition, au-delà des discours, ont décidé de se battre pour une peine de détention incompréhensible de vingt ans, la « retraite » en laissant pourtant beaucoup d'orphelins, si l'on en croit le sondage que publie aujourd'hui le Figaro et selon lequel 62 % des Français restent favorables au maintien de la peine de mort. Sans nulle doute qu'ils auront beaucoup de peine. Il est heureux pour nous tous que l'un gouvernement ne goûte pas avec des sondages.

Lire notre dossier pages 2 à 7.

## Questions

- Résumez les arguments de Robert Badinter favorables à l'abolition de la peine de mort (doc. 1).
- Expliquez le titre et le message de la chanson de Julien Clerc (doc. 2).
- Décrivez la une de Libération et expliquez la position de ce journal (doc. 3).
- Montrez que la technique utilisée en France pour la peine de mort a joué un rôle important dans le débat sur l'abolition (doc. 1 à 3).
- À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

## 3 Le rôle de la presse

Une du journal *Libération* le 17 septembre 1981 au moment de la présentation du texte de loi par Robert Badinter à l'Assemblée nationale.

### Les grands discours (doc. 1)

- Résumez l'alternative présentée par Robert Badinter en début de discours entre deux conceptions de la justice.
- Expliquez la position adoptée par Robert Badinter devant l'argument d'une peine de mort strictement réservée aux « crimes odieux ».
- Décrivez l'effet produit par la répétition en anaphore du mot « demain », en fin de discours.
- Relevez les effets rhétoriques utilisés pour s'attirer la bienveillance de l'auditoire.

- Repères p. 236
- Points de passage p. 244, p. 248
- Dossier p. 246
- Biographies p. 342

 **Podcast du cours**

## REPÈRES

### Le MLF

Mouvement de libération des femmes (MLF), créé en 1970 par des militantes féministes radicales. Il se fait connaître par des actions médiatiques, comme le dépôt à l'Arc de triomphe d'une gerbe « à la femme du soldat inconnu encore plus inconnue que lui » (26 août 1970). Dans son journal *Le Torchon Brûle*, il défend notamment le droit à l'avortement.



2010 : les 40 ans du MLF

## Vocabulaire

- ◆ **Beur** : terme argotique (contraction d'« Arabe » en verlan) qui s'impose dans les années 1980 pour désigner les jeunes nés en France de parents maghrébins.
- ◆ **Féminisme** : mouvement visant à abolir les inégalités dont les femmes sont victimes et à établir l'égalité complète des droits entre les femmes et les hommes.

◆ **FN (Front national)** : parti d'extrême droite fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen. Il est présidé depuis 2011 par sa fille Marine Le Pen et est devenu en 2018 le **RN** (Rassemblement national).

◆ **LGBT** : acronyme utilisé pour désigner les lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels souvent cachés et discriminés dans la société des années 1980. Aujourd'hui, l'acronyme est devenu LGBTQIA+ (queer, intersex, asexuel et + pour les autres).

◆ **Massification scolaire** : accès en masse des différentes classes d'âges au collège, puis au lycée.

## 2. Une société en pleine mutation (1974-1988)

Cette période est marquée par de profondes réformes qui constituent autant de réponses aux revendications exprimées en mai 1968 et qui commencent avant l'alternance politique de 1981. La société française devient plus diverse et plus ouverte au changement.

### A L'émancipation des femmes

● **Dans la société.** Dans la lignée de mai 1968 et des mouvements de défense des minorités aux États-Unis, un **féminisme** radical se développe en France. Il dénonce la domination masculine dans une « société patriarcale » et affirme le droit des femmes à disposer librement de leur corps. En 1971, le MLF (Mouvement de libération des femmes) encourage la publication d'un manifeste de 343 femmes avouant avoir avorté alors que la pratique reste interdite en France. Simone Veil, ministre de la Santé nommée par Valéry Giscard d'Estaing, fait adopter deux lois : en 1974, la pilule contraceptive est remboursée par la Sécurité sociale et, en 1975, la loi autorise l'interruption volontaire de grossesse (IVG), mais il faut attendre 1982 pour son remboursement par la Sécurité sociale. En 1975, une loi introduit le divorce par consentement mutuel et cesse de considérer l'adultère comme un délit pénal.

POINT DE PASSAGE 1975 : la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse ➤ p. 244

● **Au travail.** Si la part des femmes exerçant une activité professionnelle progresse (de 53 % en 1975 à 63 % en 1982), les stéréotypes sexistes demeurent entre femmes et hommes dans la vie quotidienne. Les salaires des femmes restent inférieurs à ceux des hommes. Nommée ministre des Droits de la femme par François Mitterrand, Yvette Roudy fait voter en 1983 une loi sur « l'égalité professionnelle entre hommes et femmes ». Cette loi ne se contente pas de poser le principe de l'égalité entre les sexes, elle entend en garantir l'application en combattant les inégalités dont sont victimes les femmes dans les entreprises. Mais les résultats sont décevants, l'écart moyen entre les salaires masculins et féminins reste de 28,2 % en 1989 et les femmes restent extrêmement minoritaires aux postes de direction.

### B Les jeunes dans la société

● **La massification scolaire.** Les jeunes sont de plus en plus nombreux à rester dans le système scolaire au-delà de l'obligation scolaire (portée de 14 à 16 ans en 1959). L'économie a besoin de salariés qualifiés, notamment pour les emplois tertiaires, et la société demande la démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur. En 1975, le ministre de l'Éducation nationale René Haby instaure le collège unique, en supprimant les filières qui différenciaient les élèves relevant de l'enseignement technique ou de l'enseignement général. La mixité est alors rendue obligatoire dans toutes les filières. Avec cette **massification scolaire**, de plus en plus de jeunes obtiennent leur baccalauréat (20 % d'une génération en 1970, 30 % en 1980) et accèdent à l'enseignement supérieur (plus d'1 million d'étudiants en 1990). En 1986, Jacques Chirac veut imposer une plus grande sélection à l'université et la hausse des droits d'inscription (projet de loi Devaquet) mais, devant la mobilisation de la jeunesse, le projet est retiré.

● **Un nouveau groupe social.** L'allongement des études et l'entrée plus tardive dans la vie active contribuent à faire des jeunes une catégorie sociale mieux définie et plus entendue. Ils résident encore chez leurs parents, mais trouvent souvent la tutelle familiale et sociale pesante. Garçons et filles, autrefois éduqués séparément, affirment désormais ensemble leurs aspirations. Une « culture jeune », souvent internationale, s'exprime à travers la mode et la musique et alimente un marché en pleine expansion depuis les années 1960. La crise de mai 1968 révèle la volonté de changement d'une partie de la jeunesse dans le monde entier. C'est pour prendre en compte ces évolutions que Valéry Giscard d'Estaing abaisse en 1974 la majorité civile de 21 à 18 ans. Cette mesure permet aux jeunes dès 18 ans de disposer du droit de vote, de se marier sans l'autorisation parentale et de résider où ils veulent. Les jeunes constituent désormais un électoral plus important, courtisé par les différents partis politiques.

## C Une diversité plus visible

● **Des immigrés devenus indésirables ?** Largement sollicités par les entreprises françaises durant les Trente Glorieuses, les immigrés représentent environ 7,5 % de la population en 1975. En juillet 1974, le gouvernement annonce la suspension officielle de l'immigration. Le **regroupement familial**, organisé par une loi de 1976 conformément au droit européen, est désormais la seule immigration légale. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 redonne de l'espoir à la population immigrée : sur environ 300 000 clandestins, près de 132 000 sont régularisés. Mais, une des promesses de campagne, le droit de vote des étrangers aux élections municipales, n'est finalement pas mise en œuvre. Dans les années 1980, dans un contexte de crise et de chômage, la percée électorale du **Front national** témoigne du rejet des immigrés et de leurs descendants par une partie de la société. En 1983, la marche pour l'égalité et contre le racisme, dite « Marche des Beurs » est organisée dans un climat de xénophobie grandissante.

● **L'affirmation des droits LGBT.** En 1981, à la veille de l'élection présidentielle, la première « Marche nationale pour les droits et les libertés des homosexuels et lesbiennes » est organisée à Paris. En 1982, François Mitterrand met fin à la discrimination qui fixait la majorité sexuelle à 15 ans pour les hétérosexuels et à 21 ans pour les homosexuels. Beaucoup d'entre eux vivent cachés, exclus par leur famille, mais l'épidémie du SIDA qui décime dès 1983, en France, la population homosexuelle les rend paradoxalement plus visibles dans la société, en raison de la couverture médiatique. Durant les « années SIDA », des associations militent pour une meilleure prévention contre le VIH qui touche toutes les populations.

 **POINT DE PASSAGE** L'épidémie du SIDA en France : recherche, prévention et luttes politiques > p. 248

### Réviser son cours

1. Quels sont les résultats et les limites du combat des femmes ?
2. Pourquoi les jeunes jouent-ils un rôle croissant dans la société ?
3. En quoi la société française devient-elle plus diverse ?

## Vocabulaire

### ♦ Regroupement familial :

mesure permettant à un étranger régulièrement installé en France (sauf les Algériens) d'être rejoint par les membres de sa famille proche (conjoint et enfants mineurs) s'il remplit certaines conditions (emploi stable, temps de résidence en France, logement adapté).

### REPÈRES

#### VIH et SIDA

Le VIH (virus de l'immunodéficience humaine) est le virus responsable du SIDA (syndrome de l'immunodéficience acquise). Le VIH détruit les cellules du système immunitaire. Des maladies de plus en plus graves peuvent alors se développer. Certaines de ces maladies sont appelées « maladies opportunistes » parce qu'elles profitent de la diminution de l'immunité pour se développer. Lorsqu'une personne a une ou plusieurs maladies de ce type, on dit qu'elle a le SIDA : c'est le stade le plus avancé de l'infection au VIH. Un sujet séropositif peut donc être porteur du VIH sans avoir déclaré le SIDA.

Le VIH se transmet lors d'un rapport sexuel non protégé, par voie sanguine et de la mère à l'enfant (grossesse, allaitement, accouchement).

### REPÈRES

#### Le SIDA, une maladie gay ?

Les premiers malades atteints du SIDA sont au début plutôt des homosexuels, à tel point que les homophobes commencent à parler de « cancer gay ». En réalité, la multiplicité des partenaires et une sexualité non protégée favorise, chez les homosexuels d'abord, la propagation rapide de la maladie. L'universalité de la maladie est découverte dès 1982.



## POINT DE PASSAGE

➤ Cours p. 242

### CONTEXTE

- Avant 1975, l'avortement est un délit en France. Des milliers de femmes meurent alors chaque année des suites d'un avortement clandestin, tandis que les plus aisées vont avorter dans les cliniques britanniques ou néerlandaises.

- Simone Veil, ministre de la Santé du gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing, présente en novembre 1974 une loi sur l'avortement, qui est adoptée par l'Assemblée nationale (qui ne compte que 13 femmes), grâce au soutien de la gauche.

- La loi entre en vigueur en 1975. Elle autorise l'IVG (interruption volontaire de grossesse) jusqu'à la dixième semaine, mais ne prévoit pas de remboursement des frais d'IVG par la Sécurité sociale (il faut attendre 1982).



Vidéo

Rétro IVG : une histoire de l'avortement

Répartition des votes le 26 nov. 1974 à l'Assemblée nationale



### Biographie



**Simone Veil**  
(1927-2017)

Née en 1927, rescapée d'Auschwitz, magistrat de formation, nommée ministre de la Santé en 1974, elle défend, contre une partie de son propre camp politique, la loi qui dériminalise l'avortement.

➤ Biographies p. 342

# 1975 : la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse

➤ En quoi la loi sur l'interruption volontaire de grossesse est-elle un tournant dans l'évolution des droits des femmes ?

### 1 La nécessité d'une loi

Les grands discours

Je voudrais tout d'abord vous faire partager une conviction de femme – je m'excuse de le faire devant cette Assemblée presque exclusivement composée d'hommes : aucune femme ne recourt de gaieté de cœur à l'avortement. Il suffit d'écouter les femmes. C'est toujours un drame et cela restera toujours un drame. C'est pourquoi, si le projet qui vous est présenté tient compte de la situation de fait existante, s'il admet la possibilité d'une interruption de grossesse, c'est pour la contrôler et, autant que possible, en dissuader la femme. [...] Si le législateur est appelé à modifier les textes en vigueur, c'est pour mettre fin aux avortements clandestins qui sont le plus souvent le fait de celles qui, pour des raisons sociales, économiques ou psychologiques, se sentent dans une telle situation de détresse qu'elles sont décidées à mettre fin à leur grossesse dans n'importe quelles conditions. C'est pourquoi, renonçant à une formule plus ou moins ambiguë ou plus ou moins vague, le Gouvernement a estimé préférable d'affronter la réalité et de reconnaître qu'en définitive la décision ultime ne peut être prise que par la femme. [...] Ce qu'il faut aussi, c'est bien marquer la différence entre la contraception qui, lorsque les femmes ne désirent pas un enfant, doit être encouragée par tous les moyens et dont le remboursement par la sécurité sociale vient d'être décidé, et l'avortement que la société tolère mais qu'elle ne saurait ni prendre en charge ni encourager. [...]



Présentation du texte de loi à l'Assemblée nationale par Simone Veil, ministre de la Santé, 26 novembre 1974.

### REPÈRES

#### 1972, le procès de Bobigny

En 1972, l'avocate Gisèle Halimi, signataire du manifeste des 343 (➤ voir doc. 4), défend Marie-Claire Chevalier, une jeune fille violée à 16 ans et dénoncée par son agresseur pour avoir avorté. Elle est relaxée. L'avorteuse est condamnée à un an de prison avec sursis et la mère de Marie-Claire à 500 francs d'amende. De nombreuses personnalités interviennent comme témoins de la défense dans ce procès très médiatisé, qui offre une tribune aux partisans de la dériminalisation de l'avortement.



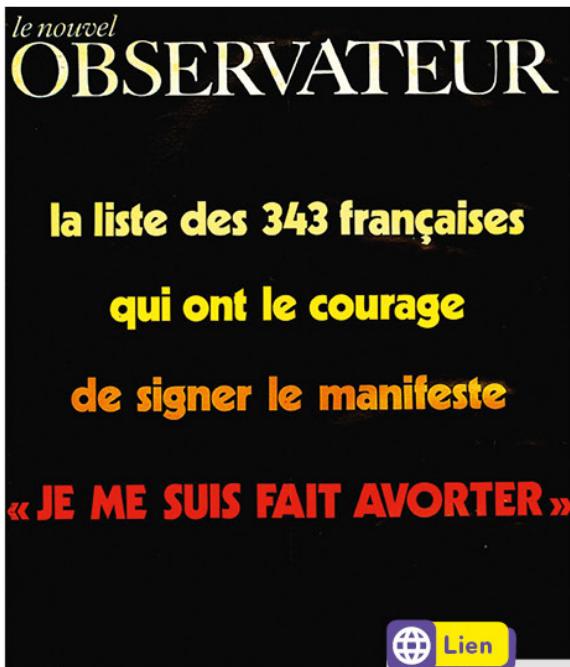
Vidéo

Gisèle Halimi, un parcours engagé



## 2 Une revendication féministe

Affiche du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), 1975.



## 4 Le manifeste des 343

Parmi les signataires, on trouve les actrices Catherine Deneuve et Jeanne Moreau, les écrivaines Simone de Beauvoir, Marguerite Duras et Françoise Sagan. Le journal satirique *Charlie Hebdo* salue ironiquement le manifeste des « 343 salopes », expression reprise à leur compte par les signataires. Le 3 février 1973, 331 médecins français déclarent dans *Le Nouvel Observateur* avoir pratiqué des avortements.

Une du *Nouvel Observateur*, 5 au 13 avril 1971.

## 3 « C'est Satan qui conduit le bal »

On connaît, mes chers collègues, des manifestations publiques au cours desquelles des femmes ou plutôt des viragos<sup>1</sup> car elles ne méritent pas le nom de femmes (*exclamations sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et communistes*) étaient prêtes à donner le triste spectacle de leur propre avortement, pour mieux narguer la loi et démontrer l'impuissance de l'État. [...] Suivre l'évolution des mœurs signifierait donc laisser le champ libre à toutes ces horreurs que nous constatons, à tous ces hommes et à toutes ces femmes pour qui, sous le prétexte de la liberté, la pornographie tient lieu de devoir et d'honneur (*protestations sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et communistes*) [...]. Une nouvelle religion est née. Elle se développe en toute impudeur sous nos yeux. Son dieu s'appelle le sexe. La sexualité est devenue exacerbation, frénésie, obsession. Elle s'exprime par le livre, l'image, l'affiche, le cinéma ou le théâtre, le journal, la publicité. [...] En France, pour l'instant – nous le savons bien – c'est Satan qui conduit le bal (*nouvelles protestations à gauche*). Et pour Satan, contraception et avortement ne sont que deux chapitres du grand et même livre de la sexualité (*mêmes mouvements*).

Discours du député UDR de l'Ardèche, Albert Liogier (1910-1989), devant l'Assemblée nationale, 28 novembre 1974.

1. Femme d'allure masculine, terme péjoratif et sexiste souvent utilisé contre les féministes.

### Questions

- Résumez les arguments présentés par Simone Veil en faveur de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse (doc. 1).
- Expliquez ce que le discours de ce député nous apprend sur la violence des débats et la vision qu'a une partie de l'opinion française de l'avortement (doc. 3).
- Interprétez le message de cette affiche (doc. 2).
- Confrontez ces deux documents sur la question du remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale (doc. 1 et 2).
- Montrez que le texte de loi répond néanmoins aux revendications des féministes (doc. 1, 2 et 4).
- À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

### Les grands discours (doc. 1)

- Analysez la façon dont Simone Veil se présente dans ce discours.
- Relevez le champ lexical du masculin et du féminin. Quelle idée met-il en valeur ?
- Résumez les arguments de Simone Veil en faveur de l'avortement.
- Relevez les connecteurs logiques sur lesquels l'argumentation s'appuie. À quel genre appartient ce discours ?

► Cours p. 242

## 1983 : les débats sur l'immigration

Entre les recensements de 1975 et 1982, la part d'immigrés dans la population française reste stable (7,5 %). Pourtant, l'intégration fait de plus en plus débat. L'année 1983 est marquée par des crimes racistes et une forte agitation dans certaines cités où les immigrés sont nombreux, comme à Vénissieux dans l'agglomération lyonnaise.

### ➤ Pourquoi l'immigration est-elle au centre des débats en 1983 ?



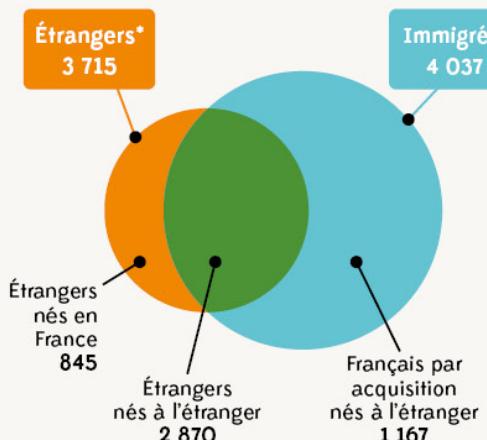
1983, la marche pour l'égalité et contre le racisme

- Janvier • Grèves des ouvriers (80 % d'immigrés) dans les usines Renault à Flins et Boulogne-Billancourt.
- 6-13 mars • Percée du Front national aux élections municipales à Dreux.
- 20 juin • Toumi Djaïdja, 20 ans, fondateur de l'association « SOS Avenir Minguettes », est grièvement blessé par un policier lors d'une émeute dans la cité des Minguettes à Vénissieux. Il lance alors l'idée d'une Marche pour l'égalité et contre le racisme.
- 26 juillet • François Mitterrand se rend à La Courneuve et annonce la réhabilitation du quartier.
- 14 nov. • Habib Grimzi est jeté du train Vintimille-Bordeaux (assassinat raciste).
- 3 déc. • Arrivée de la Marche pour l'égalité à Paris. F. Mitterrand reçoit les organisateurs à l'Élysée.

### 1 Étrangers et immigrés en France

Population en milliers, en 1982.

Population immigrée française totale : 54 296



\* Selon l'INSEE, un **immigré** est une personne née étrangère à l'étranger, résidant en France et pouvant ou non avoir obtenu la nationalité française ; un **étranger** n'a pas la nationalité française qu'il soit né à l'étranger ou de parents étrangers en France.

Source : INSEE, recensement de 1982.

**MARCHE POUR  
L'EGALITE**

Rassemblant les habitants de France de toutes origines pour la constitution d'une société solidaire.

**MARSEILLE 15 OCTOBRE / PARIS 3 DECEMBRE**

Coordination nationale : CIMADE, S.O.S. AVENIR MINGUETTES, MAN  
3, rue Diderot 69001 LYON Tél: (7) 828 47 89

Soutien financier : MAURIN, CCP 2 834 34 D LYON (mention marche pour l'égalité)

### 2 « La Marche des Beurs »

Organisée pour dénoncer les préjugés racistes dont souffrent les immigrés et leurs enfants, cette Marche pour l'égalité et contre le racisme rassemble 100 000 manifestants lors de son arrivée à Paris. L'association SOS Racisme naît en 1984 de cette prise de conscience.

Affiche pour la Marche pour l'égalité, 1983.



### ► Vidéo

Visite de F. Mitterrand à la cité des Minguettes

### 3 Un président dans la cité

François Mitterrand vient annoncer de nouvelles mesures de rénovation urbaine.

François Mitterrand en visite à la cité des Minguettes (Vénissieux), 10 août 1983.



### 4 La percée du Front national aux municipales

Au premier tour des municipales à Dreux, le 6 mars 1983, le candidat du Front national, Jean-Pierre Stirbois, remporte 16,7 % des voix. Il fait alliance avec le RPR, ce qui permet à l'union de la droite et de l'extrême droite de remporter la mairie au second tour.

Caricature de Plantu, mars 1983.

### Questions

- Caractériser** la situation des immigrés en France en 1983 (**doc. 1, 3 et 5**).
- Montrez** que deux visions opposées de l'immigration coexistent en France en 1983 (**doc. 2 et 4**).
- Analysez** les réponses politiques apportées pour intégrer les immigrés en France en 1983 (**doc. 2 et 3**).
- Expliquez** le rejet dont souffrent les immigrés en France dans les années 1980 (**doc. 2 et 5**).
- À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

### 5 L'éclairage d'un sociologue

L'immigré, jusque dans les années 1970, était avant tout un travailleur, généralement venu seul, hébergé dans un foyer ou surexploité par un marchand de sommeil localisé à proximité de l'emploi, figure ouvrière définie par une position inférieure – la plus basse – dans les rapports de production. Vinrent ensuite, et notamment pour les Maghrébins, puis pour les Turcs et les Africains, la sédentarisation, le regroupement familial, en même temps que la crise économique, et plus profondément, le déclin de la société industrielle. L'immigration est devenue une composante renouvelée et stable de la population, introduisant des problèmes inédits et de nouvelles images se sont imposées, d'abord dans l'extrême-droite et le discours du Front national puis, de plus en plus largement dans l'ensemble de l'opinion publique.

Michel Wieviorka, *La France raciste*, © Éditions du Seuil, 1993.

### Focus sur le document 2

- Rappelez** dans quel contexte cette marche a été organisée.
- Déduisez** l'objectif de cette marche à partir de son nom.
- Décrivez** l'image qui illustre cet objectif.
- Expliquez** la méthode utilisée par les organisateurs pour sensibiliser l'opinion.



## POINT DE PASSAGE

➤ Cours p. 242

### CONTEXTE

- La société française est fortement marquée à partir de 1983 par l'épidémie du SIDA qui touche d'abord les homosexuels qui ont multiplié les partenaires sans protection.
- Les associations et les médecins sont les premiers à réagir, par la prévention pour les uns et la recherche pour les autres. Il faut attendre 1986 pour que l'État mette en place une véritable politique de santé publique.

# L'épidémie du SIDA en France : recherche, prévention et luttes politiques

➤ Comment la société et les pouvoirs publics se mobilisent-ils pour faire face à ce problème de santé publique ?

## 1 Le rôle de l'État

Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la Santé et de la Famille, a annoncé, le mardi 24 février, un ensemble de mesures relatives à la lutte contre le SIDA. Elle a notamment fait savoir que la vente libre des seringues<sup>1</sup> en pharmacie sera prochainement autorisée pour une durée d'un an. [...] La campagne nationale d'information sera menée en avril et en mai. Elle comportera des spots télévisés, une série d'affichages, l'intervention « de l'ensemble des médias » ainsi que la distribution de brochures destinées au grand public. [...] Mme Barzach a annoncé que les différents tests (ELISA et Western Blot) seraient dorénavant remboursés « quelles qu'en soient la marque et la provenance ». De nouveaux « points de dépistage » offrant des prestations gratuites et anonymes devront être ouverts [...] Une dizaine de postes de « techniciens d'étude clinique » seront créés cette année afin de renforcer la qualité des essais thérapeutiques et des études épidémiologiques.

Jean-Yves Nau, « Le renforcement de la lutte contre le SIDA », *Le Monde*, 26 février 1987.

1. Le virus du SIDA se transmettant également par voie sanguine, les drogués héroïnomanes qui utilisent des seringues sont aussi fortement touchés par l'épidémie du SIDA.

## 2 Les prémisses de la recherche médicale

Didier Lestrade, ancien président d'Act Up, et Gilles Pialoux, médecin à Paris, témoignent des débuts de la recherche médicale et du lien entre médecins et associations de malades.

C'est en mars 1982 qu'est créé ce premier Groupe français de travail sur le SIDA, à l'initiative, entre autres, de Willy Rozenbaum et de Jacques Leibowitch, qui ont diagnostiqué les premiers cas de SIDA en France. Ce groupe était composé initialement de médecins hospitaliers, d'infectiologues, de dermatologues, d'un pneumologue réanimateur, des représentants de la Direction générale de la santé, d'un épidémiologiste, d'immunologistes, etc. Soit plus d'une dizaine de membres alors que l'on ne recensait que 21 cas de SIDA en décembre 1982 ! [...] Le premier rôle du GFTS, véritable laboratoire d'idées, aura été de faire circuler les informations, d'alerter la communauté gay et de mettre en œuvre des études d'ordre épidémiologique. La première tentative épidémiologique du GFTS, en 1982, fut de tenter de faire « remonter », avec l'aide de 250 spécialistes, les cas français de pneumocystose ou de Kaposi<sup>1</sup> observés. L'étude rencontrera une certaine indifférence des chefs de service sollicités [...] L'autre cahier des charges que se fixa le groupe fut de sensibiliser les représentants communautaires de l'époque.

Didier Lestrade et Gilles Pialoux, *Sida 2.0*, Fleuve Éditions, 2012.

1. Marques visibles de la maladie sous forme d'atteintes des poumons (pneumocystose) ou de taches sur la peau (Kaposi).



### 3 Act Up-Paris : mener des actions choqs

Lors de la Gay Pride, le 24 juin 1989, l'association Act Up Paris mène une campagne de sensibilisation à destination des pouvoirs publics pour les inciter à réagir en parlant du SIDA. Le triangle rose renvoie à celui porté par les déportés homosexuels dans les camps nazis.



Act Up : « machine de guerre » de la mobilisation

### 4 Un témoin, membre de l'association AIDES Marseille

Michel Bourrelly a été volontaire à AIDES où il a occupé des fonctions de direction entre 1993 et 2004.

Je suis arrivé en juin 1986 à AIDES Marseille. À l'époque, j'avais 24 ans, j'étais en quatrième année de pharmacie. C'est tout naturellement que je me suis engagé dans le combat contre cette nouvelle maladie. J'étais homosexuel et je sentais bien qu'autour de moi il se passait quelque chose. En mai 1986, un de mes amis est mort sans que ses médecins ne parlent du SIDA. Mais pour moi, cela semblait évident. À AIDES, je me suis investi dans la prévention et le soutien aux personnes. Je participais à des permanences téléphoniques le soir, de 20 heures à 23 heures. Les appels étaient souvent très lourds. On sentait la peur, la solitude, le poids des discriminations. On accueillait aussi les malades dans nos permanences hospitalières. On les voyait trois ou quatre fois. Et la cinquième fois, on allait au crématorium. Je crois que c'est une chose à laquelle on n'est pas forcément préparé lorsqu'on n'a même pas 30 ans. [...] Et là, dans les années « noires », les médecins n'avaient aucun médicament efficace à proposer aux malades. Et ils ont été obligés de descendre de leur piédestal pour dialoguer d'égal à égal avec ces patients qui, bien souvent, en savaient autant qu'eux sur la maladie.

Propos recueillis par Pierre Bienvault, journal *La Croix*, 30 mai 2011.

#### Questions

##### Parcours A Répondre aux questions

1. Décrivez les décisions prises par l'État face à l'épidémie du SIDA ([doc. 1](#)).
2. Décrivez l'action du milieu médical ([doc. 1 et 2](#)).
3. Interprétez l'action menée par ces militants associatifs (contexte, attitude des manifestants, message véhiculé) ([doc. 3](#)).
4. Identifiez les différents destinataires de ces actions dans la société française de l'époque ([doc. 1, 3 et 4](#)).
5. À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

ou

##### Parcours B Travailler l'oral

Préparez une présentation orale de 5 minutes pour répondre à la problématique. Filmez votre prestation, puis regardez-là à 2 ou 3 reprises en listant 10 questions que pourrait vous poser un jury.

- Dossiers p. 252, p. 254
- Biographies p. 342

 Podcast du cours

## 3. Un accès plus large et plus libre à la culture (1974-1988)

Au cours des décennies 1970 et 1980, la France connaît d'importantes mutations dans le domaine culturel. L'État relâche son contrôle sur l'audiovisuel et veut démocratiser la culture, comme au temps du Front populaire. Les pratiques culturelles se diversifient.

### Vocabulaire

- ◆ **CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel)** : il remplace en 1989 la Commission nationale de la communication et des libertés, nom donné à partir de 1986 à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.
- ◆ **ORTF (Office de radiodiffusion-télévision française)** : créé en 1964 et placé sous le contrôle du ministre de l'Information.
- ◆ **Culture de masse** : ensemble de pratiques culturelles diffusées à un large public par les médias et les industries de la communication et du divertissement.

### REPÈRES

#### Le prix du livre (1981)

Aujourd'hui, le prix des livres est unique quel que soit le point de vente (librairie de quartier, Internet ou centre commercial). Ce prix unique est établi en 1981 par Jack Lang pour sauver la diversité des librairies indépendantes qui sont concurrencées par les centrales d'achat (comme la FNAC qui propose en 1974 des remises de 20 % sur les livres). Désormais, la remise maximum applicable par un point de vente est de 5 %.

### A L'évolution de la politique culturelle

- **Une intervention limitée de l'État sous Giscard.** La culture ne fait pas partie des priorités de Valéry Giscard d'Estaing quand il devient président en 1974. Le ministère des Affaires culturelles, créé en 1959 par de Gaulle, devient un secrétariat d'État à la Culture dont la part dans le budget de l'État diminue (0,61 % en 1974, 0,47 % en 1981). Moins férus d'art contemporain que son prédécesseur, Valéry Giscard d'Estaing est un passionné de l'époque Louis XV ; il retire de l'Élysée le mobilier moderne que Georges Pompidou y avait fait installer. Sa politique culturelle conservatrice est surtout tournée vers la sauvegarde du patrimoine. En 1977, il lance le projet de transformation de la gare d'Orsay en musée et, en 1979, la Cité des sciences naît de la sauvegarde des abattoirs de la Villette.
- **La rupture des années Lang.** Entre 1981 et 1982, François Mitterrand double le budget du ministère de la Culture, dont les missions sont élargies au-delà de la préservation du patrimoine : favoriser l'épanouissement des individus par les arts, soutenir la création artistique et défendre le rayonnement de la culture à l'étranger. Cette politique culturelle active est incarnée par le ministre Jack Lang. Il fait de la culture un levier économique en soutenant les industries culturelles : le prix unique du livre aide les libraires et rémunère mieux les auteurs. Il crée aussi des fêtes populaires : Fête de la musique (1982) et Journées du patrimoine (1984). François Mitterrand lance de grands travaux comme l'aménagement du Grand Louvre, l'Institut du monde arabe et le nouvel Opéra de la Bastille en 1989.

### B Les transformations du paysage audiovisuel français

- **La mainmise de l'État sur les médias (1974-1981).** En 1974, Valéry Giscard d'Estaing remplace l'ORTF par trois chaînes de télévision publiques concurrentes (TF1, Antenne 2 et FR3) et quatre stations de radio publiques (France Inter, France Culture, France Musique, FIP réunies au sein du groupe Radio France). Si le contrôle de l'État sur les médias est plus discret qu'au temps de l'ORTF, les responsables de l'audiovisuel sont toujours choisis par le pouvoir. Parallèlement, des radios FM pirates se multiplient sur le sol français grâce au coût plus abordable des émetteurs. Le 28 juin 1979, la police interrompt l'émission de *Radio Riposte* diffusée par le Parti socialiste à Paris et inculpe François Mitterrand pour violation du monopole d'État sur la diffusion radiophonique.
- **Une libéralisation progressive de l'audiovisuel (1981-1988).** Le Parti socialiste réclamait en 1981 « une information libre et pluraliste ». La loi du 29 juillet 1982 proclame que « la communication audiovisuelle est libre ». Une Haute Autorité de la communication audiovisuelle (futur CSA) est créée pour

délivrer des permis d'émettre aux nouvelles chaînes de télévision et stations de radio. Canal Plus, nouvelle chaîne payante, est lancée en 1984. Durant la cohabitation (1986-1988), TF1 est privatisée et une autre chaîne privée est créée, La Cinq. Parallèlement, la fin du monopole d'État de radiodiffusion est l'objet de convoitises : les autorisations d'émettre sur la bande FM sont soumises à la Haute Autorité. De multiples radios sont créées, comme NRJ ou Fun Radio. Mais les conditions d'attribution des fréquences manquent de transparence.

## C Les nouvelles formes de la culture populaire

- **Une culture de masse.** Dans les années 1980, plus de 90 % des foyers possèdent un téléviseur. Les chaînes cherchent à fidéliser le public – et les annonceurs auxquels elles vendent des plages publicitaires – par des émissions de variétés ou de jeux présentées par des animateurs vedettes et par des séries américaines comme *Dallas* (entre 1981 et 1987) ou *La Petite maison dans la Prairie* (entre 1974 et 1983). Certains dénoncent une uniformisation et une américanisation de la culture. Mais la télévision facilite aussi l'accès au savoir grâce à des émissions littéraires (*Apostrophes* animé par Bernard Pivot à partir de 1975) ou des documentaires. La **culture de masse** permet un élargissement et une diversification des pratiques culturelles.
- **Une « culture jeune ».** On le voit bien avec l'importance croissante des jeunes sur le marché de la culture. La mode des mangas et dessins animés venus du Japon est lancée par *Goldorak*, diffusé à partir de 1978 sur Antenne 2. En 1984, le rap issu des banlieues noires des États-Unis fait son apparition dans l'émission *H.I.P. H.O.P.* sur TF1. La musique s'écoute dans la rue et se regarde à la télévision avec les clips qui se multiplient au début des années 1980 et contribuent beaucoup à la popularité d'artistes comme Michael Jackson ou Mylène Farmer. Cette nouvelle culture des écrans passe aussi par le jeu vidéo, un nouveau loisir pour la jeunesse qui se développe dans les années 1980.

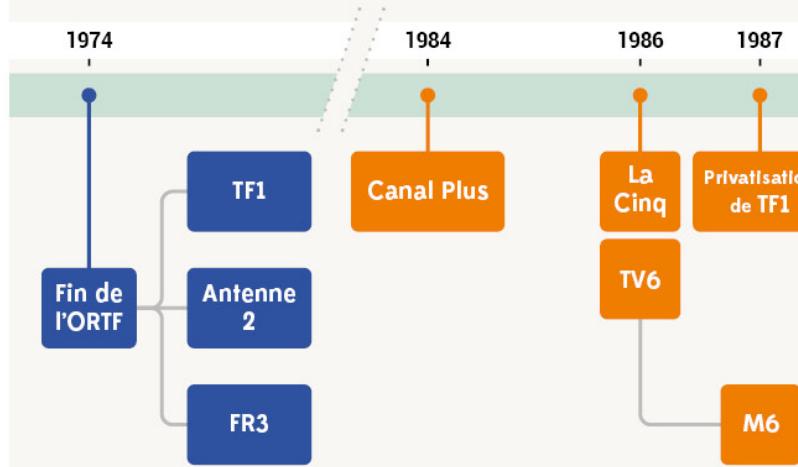
### REPÈRES

#### Années 80 : écouter de la musique dans la rue

En 1979, le premier baladeur audio, le Walkman de Sony, est commercialisé. Il permet d'écouter des cassettes grâce à un casque. Le CD (Compact Disc) est lancé en 1982 et il peut s'écouter à partir de 1984 avec un lecteur portable (Discman de Sony).

### La télévision française entre 1974 et 1988

- Chaînes publiques (appartenant à l'État)
- Chaînes privées (appartenant à des entreprises)



### Réviser son cours

1. Comment la gauche a-t-elle renouvelé la politique culturelle à partir de 1981 ?
2. Quelles transformations majeures a connues le paysage audiovisuel français dans cette période ?
3. Quelles sont les nouvelles formes de la culture populaire ?

► Cours p. 250

# L'évolution des politiques culturelles en France (1974-1988)

Après avoir joué un rôle assez effacé sous Valéry Giscard d'Estaing, l'État affiche de grandes ambitions culturelles à partir de 1981, avec François Mitterrand et son populaire ministre de la Culture, Jack Lang.

## » Quel rôle joue l'État dans le domaine culturel entre 1974 et 1988 ?

### 1 Pour la « liberté des initiatives »

V. Giscard d'Estaing publie cette tribune juste avant le second tour de l'élection présidentielle le 19 mai 1974.

Qu'est-ce que la culture ? C'est la part non matérielle de la civilisation, la part de la connaissance et de la joie qui s'y attache, la part de la beauté, la part de la sensibilité et du rêve. C'est tout ce que l'homme transmet à l'homme, à travers les générations, pour que chaque nouvel individu ne se trouve pas comme un Robinson démunis devant les énigmes du monde et ses propres mystères [...]. Cette prise de position n'implique pas pour autant que je sois partisan d'une ingérence de l'État dans le domaine de la création artistique. J'estime au contraire qu'ici comme ailleurs et peut-être plus qu'ailleurs, la liberté des initiatives doit être entière [...]. Favoriser la création, cela veut dire également : assouplir certaines structures trop rigides, figées à la fois par le dirigisme de l'État et par le manque de liaison entre les collectivités locales et l'administration. Ainsi, le problème des Maisons de la culture<sup>1</sup>, dont tout le monde s'accorde à reconnaître l'utilité, mais dont chacun constate, dans de nombreux cas, le fonctionnement défectueux, trouvera sa solution dans une réelle décentralisation au profit des municipalités.

Valéry Giscard d'Estaing, « La France est l'Athènes de Périclès », *Le Monde*, 18 mai 1974.

<sup>1</sup>. Crées en 1961 par le ministre de la Culture André Malraux, ces centres culturels ont pour objectif de démocratiser la culture dans les régions.

### 2 « Tout est culture »

En campagne pour sa réélection en 1988, F. Mitterrand s'adresse aux Français pour défendre sa politique culturelle.

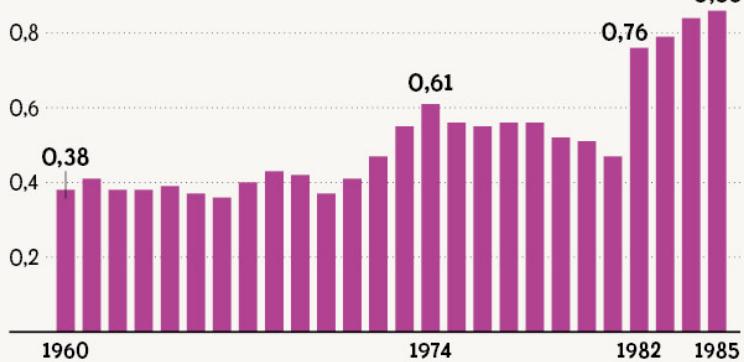
J'ai voulu que fussent multipliés [...] les espaces de culture : 1 000 bibliothèques nouvelles, 1 000 lieux de répétition pour les musiciens, 200 salles nouvelles de théâtre et de musique, 600 de cinéma, 120 musées créés ou rénovés, des dizaines de centres d'art, deux Zénith pour le rock et la musique populaire, le cirque à Châlons-sur-Marne, la danse à Marseille et Nanterre, la photographie à Arles, la bande dessinée à Angoulême, le design industriel à Paris... De la plus modeste église de village à la cathédrale de Strasbourg et à la Cour Carrée du Louvre, 3 000 chantiers ont entrepris de restaurer le patrimoine. J'ai poursuivi l'œuvre de mon prédécesseur, au musée d'Orsay, à la Cité de La Villette et engagé des projets qui s'inscrivent déjà dans notre paysage, Grand Louvre, Opéra-Bastille, Arche de la Défense, Institut du monde arabe, Théâtre de l'Europe, Grande Halle. Tout est culture en fin de compte, Jack Lang<sup>1</sup> avait raison.

F. Mitterrand, *Lettre à tous les Français*, 7 avril 1988 (publiée comme encart publicitaire dans la presse régionale et nationale).

<sup>1</sup>. Ministre de la Culture de 1981 à 1986, puis de 1988 à 1992.

### 3 Évolution du budget de la Culture

En pourcentage du budget de l'État.



Source : INSEE, recensement de 1982.



#### 4 Les grands travaux du président

Le 29 mars 1989, F. Mitterrand inaugure avec Jack Lang la pyramide du Louvre conçue par l'architecte Teoh Ming Pei.

Le Président a imposé ce projet, malgré les critiques dénonçant la défiguration d'un site patrimonial.

#### 5 L'évolution de la politique culturelle : le regard d'un historien

Spécialiste des politiques culturelles publiques, Philippe Poirrier dresse le bilan des politiques culturelles sous Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand.

A partir de 1974, une double ligne de force s'impose. L'introduction d'une logique libérale renforce le relatif désengagement financier de l'État. À la fin du septennat giscardien, l'État culturel demeure faible et accorde la priorité au patrimoine. La politique culturelle n'est pas une priorité gouvernementale. Le budget et l'outil administratif sont fragilisés. Malgré le passage de Michel Guy au secrétariat d'État à la culture (1974-1976) vécu comme un « printemps culturel » par les professionnels, le primat d'une logique libérale contribue à affaiblir les missions de service public du ministère. [...] L'arrivée de la gauche au pouvoir conduit à une triple rupture. L'essentiel est la rupture quantitative qui se traduit, dès l'exercice 1982, par un doublement du budget du ministère de la Culture. De plus, le ministre Jack Lang, qui bénéficie du soutien du président Mitterrand, sait incarner ce changement d'échelle. Enfin, une synergie revendiquée entre la culture et l'économie peut se lire comme une révolution copernicienne qui affecte le cœur de la culture politique socialiste. La politique des Grands Travaux témoigne également de l'affirmation du volet présidentiel de la politique culturelle. Tous les secteurs de la politique culturelle bénéficient de ces accroissements quantitatifs et de ces ruptures qualitatives.

Philippe Poirrier, *La Politique culturelle en débat*, La Documentation française, 2013.

#### Questions

##### Parcours A Répondre aux questions

- Décrivez le rôle de l'État dans le domaine culturel selon Valéry Giscard d'Estaing ([doc. 1](#)).
- Caractérisez la politique culturelle de François Mitterrand ([doc. 2 et 4](#)).
- Décrivez et expliquez l'évolution du budget du ministère de la culture ([doc. 3](#)).
- Expliquez pourquoi on peut dire que la politique culturelle connaît en 1981 une rupture quantitative et qualitative ([doc. 5](#)).
- À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

ou

##### Parcours B Travailleur l'oral

Préparez une présentation orale de 5 minutes pour répondre à la problématique selon ce plan en deux parties :

- L'État se désengage pour laisser faire le marché
- L'État intervient dans la culture

Pour chaque partie, relevez les arguments, les dates et les acteurs tirés de l'ensemble documentaire.

► Cours p. 250

## La « culture jeune » des années 1980

La « culture jeune » s'affirme dans les années 1980 à travers de nouveaux styles musicaux et de nouveaux loisirs, souvent venus de l'étranger. Sa diffusion a été facilitée par les technologies modernes et les médias de l'époque.

### » Comment s'affirme la culture des jeunes dans les années 1980 ?



#### REPÈRES

##### La « culture jeune »

Employée par les sociologues dès les années 1960, l'expression suppose qu'il existe une culture spécifique aux jeunes, au-delà de leur hétérogénéité sociale. Cette culture s'exprime notamment par la musique et la mode vestimentaire, elle a une dimension internationale et elle constitue un marché pour les industries de la communication et du divertissement (télévision, radio, presse, cinéma, etc.).

### 1 Les radios FM

Créée en 1981, NRJ (« Nouvelle Radio Jeune ») devient l'une des radios libres les plus populaires. Lorsque l'État menace de lui retirer son permis d'émettre sur la bande FM parce qu'elle ne respecte pas certaines règles, la station appelle ses auditeurs à manifester, comme ici à Strasbourg en juillet 1985.



#### Vidéo

H.I.P. H.O.P. : l'émission extraterrestre

### 2 Des ghettos afro-américains à la télévision française

Diffusée en 1984 sur TF1 le dimanche après-midi, puis le mercredi, l'émission *H.I.P. H.O.P.* rend le rap et le break dance visible en France. Animée par le rappeur Sidney (au centre), l'émission fait émerger de jeunes talents comme Joey Starr (groupe NTM) venu « breaker » (danser) en tant que figurant. Sidney dans l'émission *H.I.P. H.O.P.*, TF1, 2 janvier 1984.



### 5 La musique au cœur de la « culture jeune »

Spécialiste de la jeunesse en France, l'historienne Ludivine Bantigny présente dans cet ouvrage universitaire les nouvelles formes de la culture populaire des années 1980.

La musique n'est évidemment pas séparable de ces nouvelles technologies et des pratiques culturelles qui y sont associées. Il en va ainsi de son interaction avec la radio et la télévision : les années 1980 consacrent le succès de stations et de chaînes purement musicales, chez les jeunes en particulier. Outre les émissions de variétés qui se renouvellent dans leur présentation – images saturées et montages nerveux –, les clips – le mot entre dans le dictionnaire en 1986 – proposent des habillages visuels qui forment comme un écrin aux airs qu'ils mettent en scène. Des émissions leur sont tout entières dédiées qui établissent le classement des ventes (« Top 50 » à partir de 1984) et alimentent le marché. Des spectacles à vocation humanitaire (« Les Enfoirés » lancé en 1986) réunissent des vedettes rassemblées pour l'occasion et qui chantent à l'unisson. [...] L'écoute est un peu plus encore individualisée, grâce au Walkman (le terme s'introduit dans le dictionnaire en 1982) [...].

Ludivine Bantigny, *La France à l'heure du monde. De 1981 à nos jours*, © Éditions du Seuil, 2013.

### 3 La naissance du jeu vidéo

D'abord apparu sur des bornes d'arcade dans les centres commerciaux américains à la fin des années 1970, le jeu vidéo commence à être pratiqué sur des consoles de salon à partir de 1983.

Jeu vidéo sur console, Paris, avril 1983.

### 4 L'arrivée des mangas

Présenté par Dorothée dans l'émission de télévision de jeunesse Récré A2, le dessin animé Goldorak témoigne de l'influence japonaise sur la « culture jeune ».

Couverture de *Paris Match* du 19 mars 1979.



### Questions

#### Parcours A Répondre aux questions

- Montrez** que la musique joue un rôle central dans la « culture jeune » (**doc. 1, 2 et 5**)
- Montrez** que la « culture jeune » a une forte dimension internationale (**doc. 2 et 4**)
- Analysez** le rôle des médias dans la diffusion de la « culture jeune » (**doc. 1, 2, 4 et 5**)
- Expliquez** ce que cette nouvelle technologie a apporté à la « culture jeune » (**doc. 3**)
- À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

#### Parcours B Travailler l'oral

Préparez une présentation orale de 5 minutes pour répondre à la problématique, puis répartissez-vous par groupes de 3 ou 4 élèves. À tour de rôle, vous présentez votre réponse. Les autres élèves jouent le rôle du jury et vous posent des questions pendant 10 minutes : demandes de précisions, définitions du vocabulaire employé, liens avec le cours

Exemples de questions

# SYNTHÈSE

EXO Exercices interactifs

Podcast de la synthèse

## Un tournant social, politique et culturel : la France de 1974 à 1988

- Quelles mutations politiques, sociales et culturelles connaît la France entre 1974 et 1988 ?

### 1 Le renouvellement de la vie politique

- En 1974, Valéry Giscard d'Estaing devient le premier président non-gaulliste de la Ve République. Désireux de moderniser et de libéraliser la France, il entreprend d'ambitieuses **réformes de société**. Mais, dans un contexte de crise économique mondiale, il ne parvient pas à enrayer la progression du **chômage**.
- En 1981, l'élection du socialiste François Mitterrand permet l'**alternance** pour la première fois sous la Ve République. La politique de relance ne parvient pas à réduire le chômage. Dès 1983, les socialistes se convertissent à une politique de **rigueur** qui les rend impopulaires. La victoire de la droite aux législatives de 1986 entraîne une situation inédite de **cohabitation** : Jacques Chirac devient Premier ministre.

### 2 Une société en mutation

- Le mouvement de mai 1968 a mis en lumière la **frustration d'une partie de la jeunesse**. Valéry Giscard d'Estaing tente d'y répondre en abaissant l'âge de la majorité civile de 21 à 18 ans en 1974. Par la réforme Haby, il instaure le « collège unique » qui garantit un **socle éducatif commun** à l'ensemble des jeunes Français jusqu'à l'âge de 16 ans.
- Sous la pression des **mouvements féministes**, la pilule contraceptive est remboursée par la Sécurité sociale en 1974 et l'**IVG légalisée** en 1975. En 1981, un **ministère du Droit des femmes** voit le jour et œuvre notamment en faveur de l'égalité professionnelle qui demeure loin d'être acquise.
- Dans un contexte de **montée de la xénophobie** attisée par la crise économique, une « Marche des Beurs » est organisée en 1983. Les manifestants dénoncent notamment le discours du Front national qui réalise alors ses premières percées électorales.

### 3 Un accès plus large et plus libre à la culture

- Dans les années 1970, le **monopole étatique sur l'audiovisuel** est de plus en plus contesté. Des **radios FM pirates** le contournant se multiplient. Elles sont légalisées par François Mitterrand en 1982, qui ouvre également la voie au lancement de **chaînes de télévision privées**.
- Ces nouveaux médias accélèrent la **massification des pratiques culturelles** des Français, également encouragée par l'État au travers d'initiatives comme la Fête de la musique créée en 1982. Mais ils sont aussi accusés de contribuer à une **uniformisation des goûts** au profit de standards importés des États-Unis à des fins mercantiles.

#### MOTS-CLÉS

- Alternance → p. 238
- Cohabitation → p. 238
- Culture de masse → p. 250
- Culture jeune → p. 251, p. 254
- Féminisme → p. 242

#### DATES CLÉS

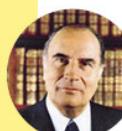
- 1974 : élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence.
- 1975 : légalisation de l'IVG.
- 1981 : élection de François Mitterrand à la présidence ; abolition de la peine de mort.
- 1982 : libéralisation de l'audiovisuel.
- 1986 : première cohabitation.

#### Biographies



**Valéry Giscard d'Estaing**  
(né en 1926)

Président de la République de 1974 à 1981.



**François Mitterrand**  
(1916-1996)

Président de la République de 1981 à 1988.



**Simone Veil**  
(1927-2017)

Ministre de la Santé en 1974, elle défend la loi qui dépénalise l'avortement.



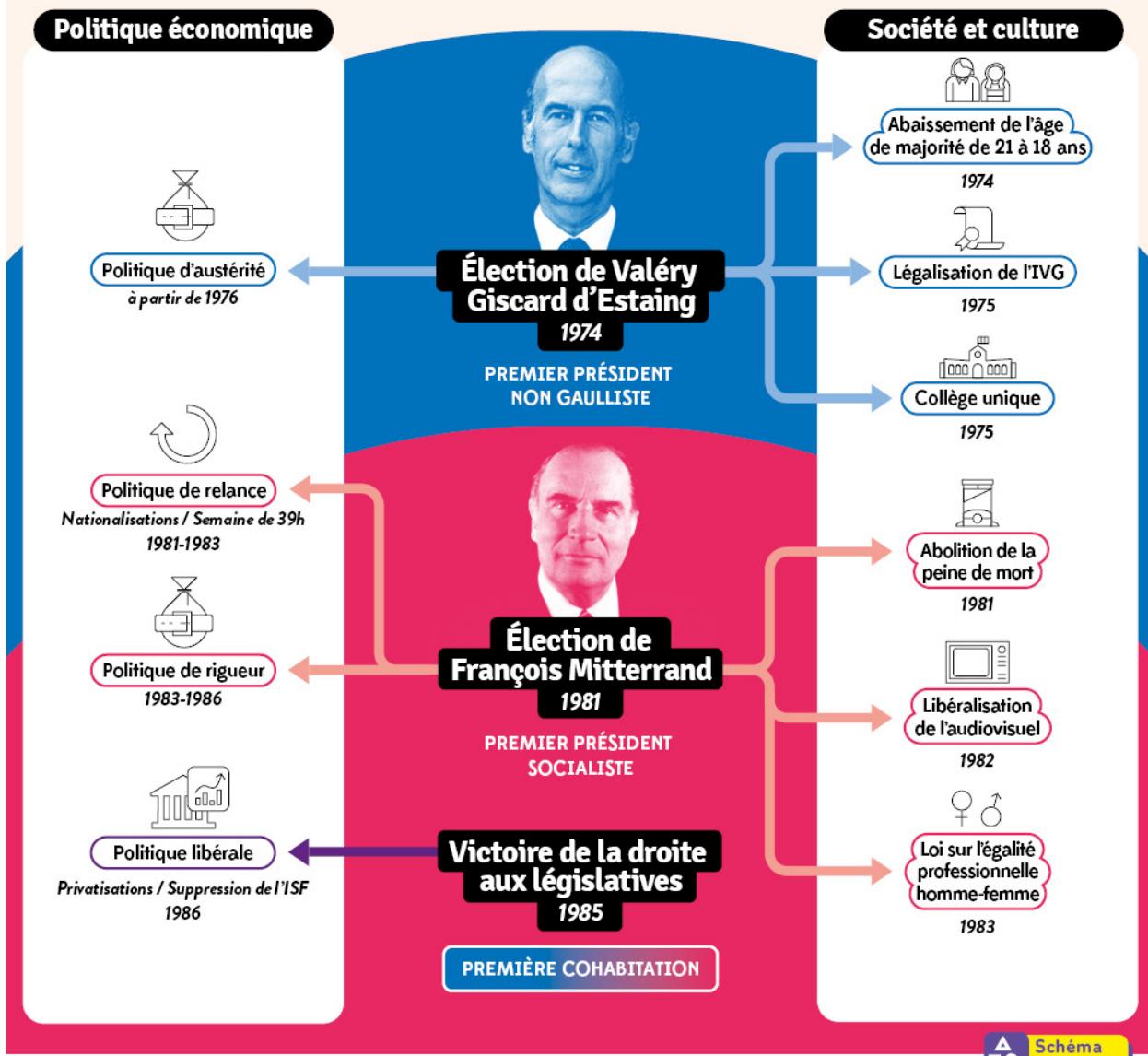
**Robert Badinter**  
(né en 1928)

Garde des Sceaux en 1981, il fait voter la loi qui abolit la peine de mort en France.

► Biographies p. 342

## SCHÉMA DE SYNTHÈSE

## UN TOURNANT SOCIAL, POLITIQUE ET CULTUREL : LA FRANCE DE 1974 À 1988

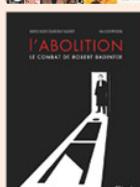


## POUR ALLER PLUS LOIN

## À lire



- Philippe Benassaya, *Les années Giscard, 1974-1981*, François Bourin, 2011.  
Un album richement illustré qui propose une exploration de la société française sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing.



- Marie Gloris Bardiaux-Vaïente et Malo Kerfriden, *L'Abolition. Le combat de Robert Badinter*, Denoël, 2019.  
Une bande dessinée qui retrace le parcours aboutissant à l'abolition de la peine de mort en France par François Mitterrand en 1981.



- Leila Slimani, *Simone Veil, mon héroïne*, L'aube, 2017.  
Un hommage de la romancière franco-marocaine à une figure de la défense des droits des femmes.

## À voir



- Nabil Ben Yadir, *La Marche*, 2013.  
Ce film retrace le parcours de la « Marche des Beurs » dans la France de 1983.



- Cédric Klapisch, *Le péril jeune*, 1994.  
Un film sur la jeunesse française des années 1970.

## ÉTAPE 1 Analyser le sujet

Quel est sa nature, son auteur ?  
Ses destinataires ? Son idée générale ?

Quelles sont les conditions de vie  
des immigrés en France ?

Après avoir présenté ce document, vous analyserez la question de l'intégration des immigrés dans la société française dans les années 1980.

La part des immigrés y a-t-elle évolué ?  
Quels débats suscite leur intégration ?

Quel est le contexte économique et politique de cette époque ?

### 📍 Le point de vue du chef de l'État

Dans un discours tenu au congrès de la Ligue des droits de l'homme, le président F. Mitterrand explique pourquoi il n'a pas, contrairement à sa promesse de campagne, étendu le droit de vote aux étrangers.

Je suis allé visiter quatre villes, La Courneuve<sup>1</sup>, les Minguettes<sup>2</sup>, beaucoup d'autres quartiers en France réputés parmi les plus chauds ou les plus difficiles, j'ai été partout reçu - sans renfort de police - croyez-moi, j'y ai reçu partout un accueil ouvert. J'étais là parce que, dans les semaines précédentes tel ou tel acte de violence s'y était produit, telle ou telle révolte, que j'estimais naturelle en raison des conditions dans lesquelles ces gens vivaient, j'ai pu parler avec eux et je me suis rendu compte que, sans prétendre apporter une solution miracle, certaines conditions matérielles, si elles pouvaient être réunies, répondraient déjà largement à la question. J'ai vu des hommes et des groupes, comme ceux qui sont animés par le député Bonnemaison ou par le député Pesce comme avant lui par Dubedout, j'ai pu voir qu'un travail d'un grand sérieux, d'une grande constance et d'une grande efficacité se mettait en place. De même que pour l'organisation des banlieues, nous avons ébauché des plans, qui sont aujourd'hui mis en œuvre pour que l'urbanisme, indépendamment même du logement, pour que les loisirs, l'esthétique puissent enfin répondre à ce qu'est en droit d'attendre tout être humain dont la vie est déjà suffisamment accablée par les conditions de travail, par l'absence de travail, et qui doit aussi trouver le moyen de disposer de centres familiaux, d'être quelqu'un dans une collectivité, la leur ou les leurs. Et nous avons engagé une action dont je sais bien qu'elle est largement insuffisante mais elle s'engage dans cette voie. De même que la participation des immigrés qui se trouvent en France depuis un certain temps dans la localité de leur choix, de leur travail, la participation de ces immigrés à la gestion locale pour disposer de droits correspondant à ceux des citoyens, dès lors que leur vie en est affectée, me paraît être une revendication fondamentale qu'il faudra réaliser. Mais vous admettrez que le gouvernement a ses propres exigences et qu'il doit tenir compte aussi de l'état des moeurs. C'est donc une tâche très difficile à remplir celle-là. Il suffit de consulter l'opinion pour savoir que c'est une revendication que je pense juste, je viens de le dire, qui s'inscrira inéluctablement dans nos lois, mais qui ne doit pas nous obliger à [brusquer] une opinion déjà souvent fort rétive. Il est donc très important que des organisations ou associations comme la vôtre puissent prendre leur part et la prennent largement pour que cette conviction, « droit de vote des immigrés », se généralise.

Allocution de M. François Mitterrand, président de la République, à l'occasion du 65<sup>e</sup> congrès de la Ligue des droits de l'homme à Paris, samedi 20 avril 1985.

<sup>1</sup> Commune de Seine-Saint-Denis (93).

<sup>2</sup> Quartier résidentiel de Vénissieux, dans la banlieue sud de Lyon, constitué en grande partie d'HLM construits dans les années 1960.

## ÉTAPE 2 Mobiliser ses connaissances et organiser ses idées

☛ Utilisez les titres suivants pour complétez le plan.

Une colère et une violence justifiées.

Une opinion qui doit être prise en compte.

Chômage de masse et cadre de vie dégradé.

Des mesures politiques.

Le rôle des associations.

Des immigrés stigmatisés.

### PLAN

#### I. Des conditions de travail et de vie difficiles

- A. ....
- B. ....

#### II. Une opinion publique « rétive »

- A. ....
- B. ....

#### III. Des actions pour améliorer la situation

- A. ....
- B. ....

## ÉTAPE 3 Rédiger l'analyse de documents

**EXO** Exercices interactifs

☛ Identifiez à quelle partie correspond ce passage rédigé. Complétez le texte à l'aide des mots de liaison suivants : par exemple, car, aussi, entre autres, en effet, cependant, d'ailleurs, notamment.



L'action des associations semble essentielle à F. Mitterrand pour faciliter l'intégration des immigrés. Il prononce .... son discours devant une association, la Ligue des droits de l'homme qui milite .... pour le droit de vote des étrangers. Il encourage les associations en général à continuer à « prendre leur part » pour poursuivre leurs efforts et faire évoluer les mentalités. En 1983, certaines avaient .... organisé une marche pour l'égalité ou « Marche des Beurs » afin de sensibiliser l'opinion à la xénophobie et aux discriminations. SOS Racisme naissait en 1984 de cette prise de conscience.



L'action politique est .... un outil de l'intégration des immigrés. F. Mitterrand, même s'il ne prétend pas pouvoir apporter « de solution miracle », en fait le constat en évoquant « des hommes et des groupes » .... certains députés. « Nous avons ébauché des plans, qui sont aujourd'hui mis en œuvre » explique-t-il. C'est sur « l'urbanisme », « les loisirs, l'esthétique » que portent surtout ces efforts. ...., les grands ensembles où « cités » construits dans les années 1960 sont à l'époque très critiqués. .... F. Mitterrand n'est pas dupe du fait que ces politiques sont très limitées. .... il l'avoue, c'est « une action dont je sais bien qu'elle est largement insuffisante ».

**Texte à imprimer**

☛ Identifiez quelle partie cette phrase introduit puis rédigez le reste de l'analyse.



Les deux documents permettent de constater que les conditions de vie et de travail des immigrés sont difficiles.....

## ÉTAPE 1 Analyser le sujet

Faut-il aussi analyser les éléments de continuité ou uniquement les changements ?

Dans quelle mesure l'alternance politique est-elle un tournant pour la France ?

À quelle date ? Quel parti prend le pouvoir ? À la suite de qui ?

Quelles sont les mesures prises ? Lesquelles relèvent du domaine social, culturel, économique ?

## ÉTAPE 2 Mobiliser ses connaissances et organiser ses idées

Parties	Idées	Exemples
<b>I. L'alternance, un vrai tournant</b>	<b>A. Des mesures économiques et sociales fortes</b>	- .... - .... - .... - .... - ....
	<b>B. Une démocratisation de la culture</b>	- .... - .... - .... - .... - ....
<b>II. Les limites de la rupture</b>	<b>A. Des changements qui s'inscrivent dans une certaine continuité</b>	- .... - .... - ....
	<b>B. Tournant de la rigueur, puis cohabitation : un retour en arrière ?</b>	- .... - .... - .... - ....

Tableau à imprimer

Complétez la 3<sup>e</sup> colonne du tableau avec les exemples suivants :



- Hausse du SMIC, des allocations familiales et du minimum vieillesse.
- Divorce par consentement mutuel.
- Baisse des dépenses publiques.
- Projet du Grand Louvre.
- Radios libres.
- Semaine de 39 heures.
- Abaissement de la majorité à 18 ans.
- Loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

- Politique de rigueur.
- Création du ministère de la Culture.
- Augmentation des impôts.
- Cinquième semaine de congés payés.
- Retour à une politique libérale.
- Vague de nationalisations.
- Fête de la musique.
- Journées européennes du patrimoine.
- Abolition de la peine de mort.

## ÉTAPE 3 Rédiger la réponse

EXO Exercices interactifs

Identifiez la partie du plan que cette phrase introduit puis rédigez la suite de la réponse.



L'alternance politique n'est pas forcément une rupture avec les années Giscard d'Estaing (1974-1981) qui s'inscrivaient elles-mêmes aussi en rupture avec celles de De Gaulle et Pompidou...

## Réponse à une question problématisée

### Sujet

Comment l'État réagit-il aux diverses revendications sociales entre 1974 et 1988 ?

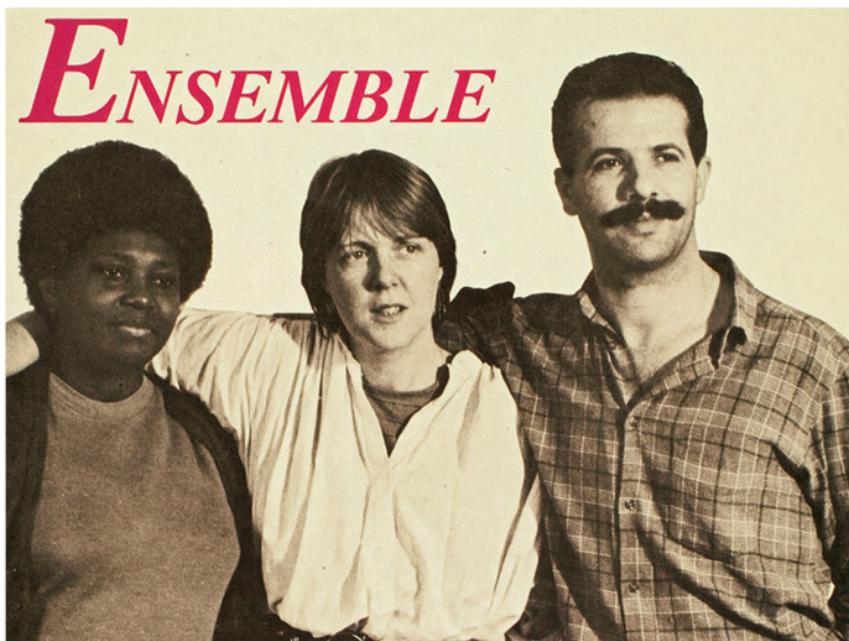
### Sujet

Quelles transformations culturelles la France connaît-elle entre 1974 et 1988 ?

## Analyse de document

### Sujet

À l'aide du document, analysez la question de l'intégration des immigrés dans le contexte politique et social de l'époque.



**NOUS TRAVAILLONS ENSEMBLE! VIVONS ENSEMBLE!**

**Nous** gagnons notre vie dans les usines, les rues, les bureaux, les chantiers.

**Nous** travaillons ensemble à produire les richesses dont la France a besoin.

A l'école, sur les stades nos enfants étudient et jouent **ensemble**.

**Nous** vivons dans la même cité.

Au travail, dans les études, dans les loisirs, le sport, à la retraite,

**Vivre en harmonie, c'est notre intérêt.**

*Les patrons ferment les usines, licencient,  
ils investissent le moins possible dans l'industrie française.*

*Ils accumulent des fortunes colossales et,  
dans le même temps, ils refusent d'augmenter nos salaires.*

*Ils enfoncent volontairement la France dans la crise et  
cherchent par tous les moyens à nous en faire porter la responsabilité.  
Nous diviser, nous provoquer, pour ensuite nous opposer et récupérer  
ce que nous avons acquis ensemble. Tel est le but recherché!*

**Ne tombons pas dans le piège!**

**Le racisme se coule dans la crise,  
il se développe avec elle,  
ensemble faisons-les reculer!**

**CGT**

Le point de vue  
de la CGT

Affiche de la CGT, 1984.